ISSN 1662 – 4599

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

9 août 2010
10e année
Nº 31

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Les paysans suisses – précurseurs et garants de la démocratie directe

thk. Aucune autre branche économique ne concerne autant et de manière aussi centrale la vie et la survie humaine que l'agriculture. A cause des conditions climatiques et topographiques chez nous en Suisse, l'agriculture s'est d'abord développée en plaine et au fond des vallées. La culture de céréales y était dominante, avant tout le blé et l'orge. Déjà au VIIIe siècle, les paysans ont découvert les avantages de «l'assolement triennal» qui a été relayé par l'assolement des cultures seulement après la révolution agraire vers la fin du XVIIIe siècle.

Pour assurer l'approvisionnement de la population au Moyen Age, les paysans ont commencé à exploiter les versants des montagnes et les alpages, et ils y ont débuté par l'élevage de bétail et l'économie laitière dans les conditions les plus dures.

Au Moyen Age, environ 90% de la population était active dans l'agriculture. Ainsi l'agriculture permettait avant tout l'autosuffisance alimentaire. Or, la dîme légendaire, due par les paysans, revenait à l'origine aux nobles qui ne représentaient sur le territoire de la Suisse d'alors qu'un pour cent de la population. Cela veut dire qu'il fallait cultiver davantage que pour les besoins alimentaires du reste de la population. Les gens ne possédaient pas beaucoup à cette époque, la pauvreté était grande, mais il y avait assez pour survivre.

Personnalités courageuses

Lorsqu'au XIVe et au XVe siècle, la population des communes et des villages a successivement repoussé le pouvoir de la noblesse et a posé ainsi les bases de l'autonomie communale, c'étaient de nouveau avant tout les paysans qui ont joué un rôle décisif et qui ont lutté pendant longtemps pour un droit de participation égal en droit. Des personnalités courageuses, qui se sont engagées pour la cause de leurs pareils et ont obtenu en retour leur soutien, ont réussi à faire avancer des développements décisifs pour le bien commun. Ainsi, à cette époque, les paysans ont rempli plusieurs rôles. D'un côté, ils étaient responsables de l'approvisionnement suffisant de la population, de l'autre côté, ils ont lutté pour la participation dans le domaine politique contre des gouvernants réticents, et troisièmement ils ont défendu par les armes la liberté ainsi conquise contre la cupidité de la gouvernance de la noblesse assoiffée de pouvoir dans leur voisinage.

Participation à égalité et coopération politique

Surtout dans des périodes incertaines – et la vie des hommes au travers de l'histoire a toujours été exposée à des menaces, que ce soient des dangers naturels ou économiques, politiques ou guerriers – l'approvisionnement de la population a joué un rôle central. Surtout en Suisse, c'étaient les paysans qui ont formé la couche fondamentale dans la construction de notre Etat. Leur combat intrépide et conséquent pour la participation à égalité et la participation politique a été couronné de succès, malgré des expériences douloureuses à travers les siècles, et a construit la base de notre Etat moderne. Les époques importantes comme la Réformation, ou les idées de l'époque des Lumières comme celles de *Rousseau, Montesquieu* et autres, ont également eu beaucoup d'influence sur le développement de la démocratie directe suisse avec toutes ses facettes, mais l'élément paysan de l'autonomie communale reste jusqu'à nos jours la base de notre Etat.

La démocratie directe de la Suisse a ses racines historiques dans une paysannerie consciente de sa valeur, responsable du bien commun et dirigée par des personnalités singulières qui ont permis à la démocratie coopérative de s'imposer. (photo thk)

Le pourcentage des gens occupés dans l'agriculture a massivement baissé. Cela non pas à cause d'un développement naturel, mais surtout à cause d'une politique qui n'a pas attribué beaucoup d'importance à l'approvisionnement de la population en produits alimentaires du pays.

Rôle décisif pour le maintien de notre liberté

Quand on constate aujourd'hui que l'agriculture, malgré toute l'industrialisation et modernisation au XXe et au XXIe siècle, a joué un rôle décisif pour le maintien de notre liberté et indépendance avant tout pendant les crises graves au XXe siècle, alors on est d'autant plus indigné lorsqu'on voit avec quelle légèreté et irréflexion on se comporte du côté politique envers la paysannerie. Avec son aveuglement néolibéral à baisser si massivement les droits de douane pour la farine à l'importation, ce qui mettra en grande difficulté les moyennes entreprises de meunerie suisses, – et la culture de céréales, indispensable pour l'approvisionnement de la population en farine bonne et saine, la conseillère fédérale *Leuthard* montre à quelle direction économique et politique elle appartient.

Ce pas a été franchi à l'encontre de tout bon sens et de toutes les connaissances des dernières recherches agricoles, et sans consulter une seule fois les représentants des branches concernées.

Le *Rapport sur l'agriculture mondiale*, publié il y a deux ans, voit l'avenir de l'agriculture, et avec cela un combat avec succès contre la faim, dans une agriculture ancrée régionalement, organisée en petites structures et conduite par des exploitations familiales. D'après les recherches publiées dans le *Rapport mondial sur l'agriculture,* l'exploitation familiale est la seule alternative sensée à la production industrielle insensée, économiquement et écologiquement. Le retour de l'agriculture dans la communauté campagnarde, loin de tout gigantisme néolibéral, ne combattra pas seulement la faim dans le monde de manière intelligente, mais contribuera aussi à ce que les Etats puissent reconstruire leur propre agriculture, et cela dans le sens de la souveraineté alimentaire.

L'enracinement dans le pays et la population

Pour notre pays, cela amènera aussi un renforcement de notre Etat. La démocratie directe de la Suisse a ses racines historiques dans une paysannerie consciente de sa valeur, responsable du bien commun et dirigée par des personnalités singulières qui ont permis à la démocratie coopérative de s'imposer. L'enracinement dans le pays et la population est la condition la plus importante pour que la démocratie la plus libre puisse résister aussi dans l'avenir. Peu importe comment on veut juger *Napoléon* du point de vue de l'histoire, il faut lui laisser une chose: contre tout aveuglement, il a estimé le caractère de la Suisse à sa juste valeur en disant: «C'est la démocratie qui distingue la Suisse aux yeux du monde qui la rend intéressante et lui donne sa couleur toute particulière.»

Voulons-nous sacrifier tout cela à un économisme aveugle, à une mondialisation perverse qui a accéléré ces derniers 20 ans l'appauvrissement de pays entiers, et au doux poison du pouvoir?

Jamais! •

Vérités gênantes sur les marchés céréaliers

par Hermann Dür, Burgdorf

Manifestement, la pluie embellit non seulement la végétation mais elle peut aussi ouvrir les yeux. Les récentes variations du prix des céréales dues aux intempéries ne sont pas ce que voulaient les associations, a déclaré *Paul Temple,* président de la Commission céréales du *Copa-Cogeca*. L'extrême volatilité des prix est même inquiétante pour toute la chaîne de l'approvisionnement en matières premières. En outre, elle a provoqué l'intervention des spéculateurs. Leur modèle économique consiste à bloquer les livraisons de blé jusqu'à ce que la famine, notamment dans les pays qui ne connaissent pas l'autosuffisance alimentaire, pousse les gens, dans leur désespoir, à payer des prix maximum. Le 2 août dernier, le site *Börse. online. de* exultait de la manière la plus écœurante après l'annonce des dommages catastrophiques causés en Russie par la sécheresse: «La sécheresse fait s'envoler les prix. On est très optimiste. Et rien n'indique que cette tendance va cesser.»

Neuf jours seulement après la mise en garde de Temple, *Poutine* a dû stopper l'exportation des céréales et de la farine car le marché agricole international avait provoqué une telle hausse de prix que la Russie craignait des problèmes d'autosuffisance: mesure protectionniste, contraire aux lois du marché, mais compréhensible. D'ailleurs, en d'autres endroits, les transformateurs de céréales luttent pour leur survie lorsqu'ils ont conclu des contrats de vente de plusieurs mois avant la sécheresse. En ce qui concerne les pertes pour la Suisse, on ne dispose pas encore de chiffres.

Imaginons que dans une situation de pénurie, les consommateurs dépendent de la bonne volonté de l'étranger pour leur approvisionnement en céréales panifiables. Ou que la population pauvre se voie privée de blé parce qu'à la suite du libre-échange agricole, on a volontairement rendu les cultures indigènes non rentables. Ou, question actuelle: si, par exemple, pour augmenter le PIB de 0,5 %, on abandonne la culture du blé et que l'étranger nous autorise à en importer uniquement en échange de «nouvelles mesures d'intégration».

Selon Temple, les producteurs de céréales doivent prévoir dans une certaine mesure l'évolution des marchés. Et c'est à quoi les droits de douane peuvent contribuer de manière importante. Premièrement, ils nous incitent à continuer de nous approvisionner en blé suisse, sans connaître à l'avance les conditions météorologiques. Et deuxièmement, cela constituerait une heureuse mesure destinée à atténuer la volatilité des prix et la spéculation, qui sont fatales à bien des endroits.

Aussi, en vue de la session d'automne des Chambres, les parlementaires devraient absolument savoir que la catastrophe à laquelle on assiste sur les marchés céréaliers n'est pas un échec des marchés, ce n'en est qu'un avant-goût: on produit le moins possible pour éviter des coûts d'exploitation, on fait monter les prix en cas de pénurie, on profite de la volatilité des prix provoquée par les acteurs réels du marché et les spéculateurs afin d'optimiser les profits, on rompt inopinément des contrats, on mène à la ruine ceux qui ont des difficultés financières car le maintien des emplois et les mesures d'humanité ne sont comptabilisés que comme des coûts.

Certes, le marché nous a apporté la prospérité en beaucoup d'endroits, mais aujourd'hui, on se rend à nouveau compte qu'il ne faut pas traiter de la même manière tous les secteurs d'activité. Dans cette situation, la promesse du PDC de revoir sa position à l'égard d'un accord de libre-échange avec l'UE – même indépendamment de l'OMC – est une décision intelligente. •

(Traduction *Horizons et débats)*

Thomas Brändle: Le secret de Montreux

par Peter Küpfer

Analyse de livre

Un roman exceptionnel, de la plume d'un écrivain habitant la Suisse centrale, Thomas Brändle: un labyrinthe où le lecteur se retrouve dès le début dans la peau du commissaire qui enquête sur deux crimes particulièrement brutaux, à connotation économique. L'auteur rassemble les morceaux d'un puzzle de plus en plus inquiétant pour composer un tableau qui, lentement, privera le lecteur de sommeil.

Dès le début, deux coups résonnent, secouant à la fois le public, la classe politique, les médias et chaque contemporain. Peu de jours avant la Fête nationale suisse, deux meurtres abjects ont été commis, presque simultanément, dont les victimes sont deux représentants de la Suisse moderne: *Christoph Landolt,* conseiller fédéral et depuis peu élu président de la Confédération, et *Jean-Claude Lehmann*, président de la *Banque nationale suisse.*

Après être tombée par hasard dans les méandres du labyrinthe au centre duquel il y a deux assassinats commandités, *Franziska Fischer,* journaliste photographe et ancienne championne d'athlétisme, se met de sa propre initiative à la recherche des deux assassins.

En reconstituant le puzzle, elle peut compter sur l'aide de son ancien compagnon *Marco Keller,* descendant de Gottfried Keller, membre du Parti radical-démocratique (PRD), actuellement conseiller national et pour beaucoup de ses connaissances un candidat valable au Conseil fédéral. Lui non plus n'agit par intérêt criminologique, mais plutôt parce qu'il tombe pas à pas sur des rapports inquiétants qui l'intriguent vivement.

Un roman-«clé» politique, mais pas seulement

Prenons d'abord Christoph Landolt lui-même, la première victime. Il jouissait pleinement de la vie, c'était un homme politique avec des prises de positions claires qui lui garantissaient le soutien de son parti, l'UDC, et de larges couches de la population. A l'époque, il avait fait campagne, avec beaucoup d'énergie, contre l'intégration de la Suisse à l'EEE, il combattait les courbettes suisses à l'UE et luttait contre le bradage de la patrie. Il porte par conséquent certains traits de l'ancien conseiller fédéral suisse *Christoph Blocher.*

La deuxième victime, Jean-Claude Lehmann était peu connue. Il menait l'existence discrète d'un président de banque qui restait à l'arrière-plan et dont les traits de caractère n'étaient connus que par les initiés. Qui pouvait avoir un intérêt à le faire disparaître? Des questions similaires se posaient quant à Landolt.

En ce qui concerne Marco Keller, il est tout sauf un salonnard et un play-boy. Il appartient au groupe parlementaire traditionnel du PRD, aux vrais radicaux qui, en 1848, avaient fondé la Suisse moderne et étaient restés durant des décennies le parti le plus puissant de la jeune démocratie: ancrage stable dans le libéralisme politique, défendant les intérêts des couches moyennes et des petites et moyennes entreprises, le tout avec une saine modération, y compris la gestion économe. Au cours des années précédentes, Marco a fait l'expérience que ces vieilles valeurs libérales n'étaient plus appréciées de tous les militants de son parti. Ils jugeaient démodées une grande partie des convictions essentielles pour lui et prétendaient qu'elles empêchaient l'expansion des affaires face à la compétition mondialisée.

L'auteur utilise en partie le style du roman-clé politique. Mais en même temps, il dépasse les règles du genre pour éviter que le lecteur ne se borne à «reconnaître» tel ou tel acteur de la vie réelle. Ce qui l'intéresse est quelque chose de beaucoup plus important: que les gens reconnaissent, dans son tableau de notre époque, ce qui se passe vraiment, qu'ils sont escroqués par ceux qui leur font miroiter leur propre effondrement comme avenir souhaitable.

Voilà l'essence du livre, voilà le «secret de Montreux» soigneusement dissimulé par ceux qui veulent brader la Suisse.

Dans l'esprit de Gottfried Keller

Il n'y a qu'un cercle, une sorte de *think-tank* qui s'intéresse à Marco et ses positions authentiquement libérales, notamment en matière financière. C'est la «Société Gottfried Keller» qui se tient discrètement à l'arrière-plan des événements tout en agissant pour élargir et consolider continuellement son réseau. Depuis des générations, elle défend les idéaux traditionnels des radicaux-libéraux en se défendant contre l'arrogance d'un Etat devenu obèse et en voulant rendre au citoyen ses droits, tout en insistant sur ses devoirs. Et ceci tout spécialement dans le domaine de l'économie. Car, depuis quelques temps, celle-ci a échappé à tout contrôle démocratique. La «Société Gottfried Keller» s'est intéressée à ce conseiller national devenu embarrassant, lorsque celui-ci avait déposé une motion qui avait scandalisé le «Tout Berne» et la classe politique suisse. Dans son texte, Keller pose – après avoir consacré plusieurs années à étudier les problèmes économiques et financiers face à une économie mondiale de plus en plus titubante – une série de questions inquisitrices auxquelles le Conseil fédéral ne peut et ne veut pas répondre. Mais pour Keller, conscient de l'attitude critique de son ancêtre Gottfried Keller face aux profiteurs du capitalisme qui était alors à ses débuts, il s'agit avant tout de poser ces questions en public.

La question centrale de cette motion est celle de la stabilité du franc suisse. Marco Keller demande au Conseil fédéral comment il prévoit de garantir la valeur du franc dans l'avenir. Etant donné que chaque producteur ou prestataire de services est obligé, selon les lois suisses, d'échanger ses produits ou ses services contre de l'argent, il en résulte directement qu'il a un intérêt et un droit à la stabilité de la valeur de cet argent. Comment le Conseil fédéral, demande-t-il dans sa motion, juge-t-il donc sa propre politique financière quant à la stabilité du franc suisse, puisqu'il a doublé en dix ans l'endettement de l'Etat – qui atteint actuellement 253 milliards de francs – qu'il a abandonné les réserves d'or et permis la vente aux enchères de terrains (abolition de la *Lex Koller)*, tout cela prenant des dimensions de plus en plus inquiétantes? Comment le Conseil fédéral pense-t-il maintenir la garantie de stabilité dans une situation où des capitaux étrangers rachètent de plus en plus de parts dans les banques cantonales? Le dollar, est-il devenu également pour la Suisse la monnaie de réserve de fait et si oui, que prévoit le gouvernement au cas où le dollar se trouverait en chute libre? Le Conseil fédéral encourage-t-il la diffusion des données économiques fondamentales dans les écoles, comme par exemple qu'actuellement de tous les flux monétaires qui sont transférés chaque jour à travers le monde, 97,5% ne sont plus générés par l'économie réelle? «N'est-ce pas tout simplement une question de temps jusqu'à ce que le système monétaire mondial qui est basé à environ 70% sur le dollar américain s'effondre (inflation)? Quelles seraient les conséquences d'un tel effondrement monétaire pour les gens habitant l'espace économique international suisse qui perdent leur autarcie (souveraineté alimentaire!), conséquence de la division de plus en plus internationale du travail, et d'un éventuel défaut d'approvisionnement de denrées alimentaires quotidiennes?»

La «Société du Mont Pèlerin» et son secret

La «Société Gottfried Keller» attire l'attention de Marco sur une «société clandestine» d'un genre tout différent, la «Société du Mont-Pèlerin». Ce cercle d'experts en économie du monde entier fut convoquée pour la première fois en 1947, précisément au Mont Pèlerin près de Montreux, par *Milton Friedman* et *Friedrich August von Hayek,* professeur autrichien en sciences économiques [à ne pas confondre avec l'entrepreneur suisse récemment décédé, *Nicolas G. Hayek*]. Ces deux économistes appartenaient, à l'époque déjà, aux fondateurs de la pensée néo-libérale qui dicte, aujourd'hui, l'agenda des marchés mondialisés. L'auteur fait participer ses lecteurs à un entretien stratégique des deux en présence du troisième fondateur, *Frank Knight,* dans le hall de leur hôtel situé au Mont Pèlerin. Il s'agit de la Suisse, qui pour ces maîtres penseurs du néo-libéralisme prônant la privatisation de tous les domaines, est un obstacle à leurs plans de privatisation et de dé-nationalisation. Face à l'opposition attendue des Suisses de se faire intégrer comme un autre «global player» même en politique financière et de devoir abandonner leur autonomie monétaire, ils développent un plan aussi génial que diabolique. «Il faut noyauter les partis politiques suisses avec nos élèves. Il faut faire en sorte que la Suisse elle-même devienne un centre de la pensée néo-libérale ou, mieux, qu'elle évolue en gestionnaire principal des fonds du monde entier. Ainsi, elle ne pourra faire autrement que de garder une foi inébranlable dans l'argent, elle ne pourra que consolider celle-ci et la répandre – ou elle devra périr!»

C'est ça, le «secret de Montreux»; les deux victimes dans le roman policier économique de Brändle deviennent inéluctablement les victimes de cette stratégie.

Ce serait stupide et cela enlèverait aux lecteurs l'envie de s'aventurer eux-mêmes à la poursuite des combines des requins si on commençait à arranger les pièces du puzzle jusqu'à l'image complète. Bornons-nous à avouer ceci: Il semble que Landolt lui-même, avant d'être assassiné, parvienne, indépendamment de Marco Keller, assez près de la situation réelle. Il en informe Lehmann qui est d'accord et l'assure de son soutien. Car ils se sont rendu compte – compréhension tardive dans le cas de Landolt qui, auparavant, avait été le chef de file des défenseurs de divers projets néo-libéraux – que la Suisse ne peut conserver sa souveraineté monétaire que si la banque nationale et d'émission sont entièrement sous contrôle étatique et si la politique monétaire est sous contrôle démocratique, ce qui veut dire: de tous, et non pas d'un club clandestin fonctionnant selon les lois insensées du capitalisme prédateur. En faisant cette analyse, les deux ont signé leur condamnation à mort.

La «tâche bonapartiste»

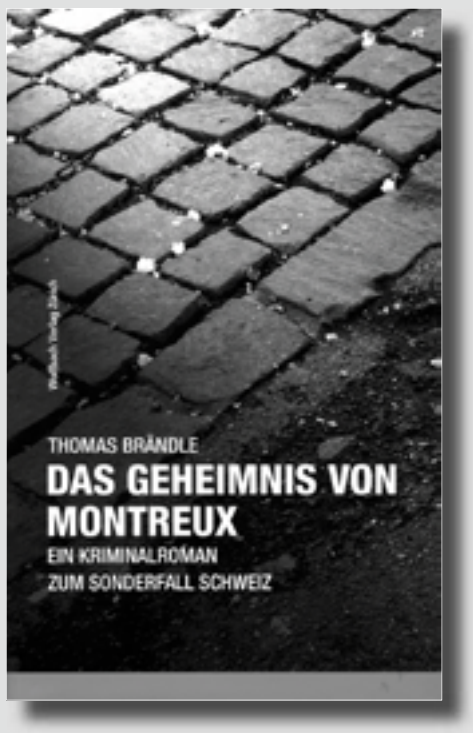
Avec son roman économique sur la Suisse actuelle, l'auteur écrit beaucoup plus qu'un simple polar. La trame, dramatique et à haute tension, contient un message courageux, clair et bouleversant: Nos économies, au niveau mondial, sont en pleine dérive. C'est une folie. Et pour les fous, la démocratie constitue un danger majeur, puisqu'elle est basée sur la raison. Ainsi le livre est en même temps un appel à tous les lecteurs de copier le modèle de Marco: Poser et reposer avec acharnement les questions qui visent ce qui est dissimulé, ne pas se laisser démobiliser et, une fois la réalité brutale établie, la combattre résolument. L'adversaire est fort, ce qu'illustrent les deux assassinats brutaux et cyniques décrits dans ce livre. Et quand finalement on découvre le monstre hideux qui se cache là-derrière, il faut rechercher le soutien de gens du même avis. Ensemble, il est possible de faire beaucoup.

Marco se décide. Oui, il va le faire. Il répandra ce qu'il a appris au niveau criminel aussi bien que politique à l'occasion d'un discours du 1er-août au Grütli, un discours qui aura sans doute des répercussions dans les médias et dans le public. Ceci atteindra ses

Suite page 3

Thomas Brändle

Né, le 15 novembre 1969 à Liestal. Scolarité à Unterägeri. Apprentissages de confiseur et de boulanger. Différents diplômes et formations professionnels supplémentaires. Voyages, stages et collaboration dans des projets de développement, notamment en Australie, en Bolivie (La Paz) et en Argentine. Dès 2003, député au Grand conseil du canton de Zoug. La motion qu'il a déposée au sujet de la garantie étatique de la stabilité du franc suisse y a fait de grandes vagues. C'est suite au travail de préparation pour cette motion que l'idée de rédiger le roman «Das Geheimnis von



Montreux» est née.
Thomas Brändle, Das Geheimnis von Montreux. ISBN 978-3-952 3334-1-9, 2008, Wolfbach Verlag Zürich

Du même auteur:
- «Einen Augenblick bitte?...!» Humoristische Kurzgeschichten aus Zug, der Schweiz und der übrigen Welt. (ISBN 3-85761-289-4)
- «Noch ein Stück, bitte ...!», suite de «Humoristische Kurzgeschichten» (ISBN 3-85761-292-4)
- «Armaturen aus Plastic», Satiren (ISBN 978-3-952 3334-9-5)

A commander dans votre librairie ou directement aux Editions *Wolfbach Verlag Zurich*

A propos de la fête nationale

La souveraineté plutôt qu'une bureaucratie centralisée

Les potentats bureaucratiques de l'UE s'efforcent de plus en plus de démanteler la souveraineté et la démocratie directe de notre pays. Et cela surtout depuis l'endettement colossal de nombreux pays européens et l'échec de l'euro. Le renforcement du franc suisse et la prospérité relativement élevée de notre pays incitent Bruxelles à exercer une influence accrue sur notre pays et son système politique. Mais cela n'est possible que parce que, dans la plupart des pays de l'UE, le peuple ne participe pas aux décisions et que chez nous cette participation est affaiblie. Il y a quelques décennies, Charles de Gaulle voulait réaliser une «Europe des patries», objectif souhaitable dont le «Grand frère» de Bruxelles s'éloigne de plus en plus. Le Conseil européen de Strasbourg devrait cesser de condamner la Suisse à cause d'une décision populaire. Il faut maintenant que nos citoyennes et citoyens s'engagent en faveur des questions importantes: de la souveraineté populaire, avec la démocratie directe, de la neutralité armée et du droit à avoir nos propres juges. L'UE ne doit pas exiger que nous nous soumettions.

Karl Frey, Olten

Le coup d'Etat de Bruxelles

Une grande Europe avec un centre strictement organisé ne constitue pas une perspective

par Karl Müller

L'aide financière apportée à la Grèce et le budget d'Etat de quelques autres Etats permettent d'examiner de plus près «le paquet d'aide» apporté par l'UE ainsi que les conditions qui lui sont inhérentes. Depuis Rambouillet (1999), les Européens sont quelque peu avertis. A cette époque, des passages essentiels de l'accord n'ont été révélés qu'ultérieurement. Dans les «Schweizer Monatshefte», numéro 978 de juin 2010, il y a quelques articles qui sont dédiés au sujet actuel, parmi lesquels l'article de Charles B. Blankart et de Erik R. Fasten, «Der Staatsstreich von Brüssel» (Le coup d'Etat de Bruxelles), en éclaire des implications qu'on ne lit pas dans la presse dominante.

L'époque s'achève où les gouvernements de nombreux Etats européens pouvaient pousser leurs citoyens dans l'UE sans rencontrer une trop grande résistance. L'attractivité de l'UE a très fortement diminué à tout point de vue et d'autres options se dessinent, autres que la subordination aux directives de Bruxelles. – C'est peut-être pourquoi augmentent la perfidie et la subtilité des tentatives de forcer malgré tout des pays tels que la Suisse dans l'UE.

Il est de plus en plus évident que l'UE apparemment si forte au niveau économique n'est qu'un colosse aux pieds d'argile et, outre son manque de légitimation démocratique connu depuis longtemps, on en voit maintenant le talon d'Achille au point de vue économique, ainsi qu'en rapport avec ces deux points névralgiques que sont avant tout deux autres défauts importants: le manque d'honnêteté et la violation des principes de l'Etat de droit.

Après la Seconde Guerre mondiale, les êtres humains voulaient en Europe en finir pour toujours avec l'ère des guerres effroyables sur le continent. Au lieu de cela, les peuples et les Etats d'Europe devaient pouvoir s'entendre en menant une vie communautaire prospère pour tous. L'UE et ses organisations précédentes ont abusé de cette aspiration fondamentale de l'être humain et l'ont écrite sur leurs drapeaux, bien qu'il se soit agit et s'agisse en fait, dès le début, de tout autre chose.

La duperie de l'opinion publique trouve son système dans l'histoire de l'UE

Mais la duperie de l'opinion publique trouve son système dans l'histoire de cette structure supranationale. On le voit aussi après 1990. Déjà le *Traité de Maastricht* de 1992 était un paquet magouillé. Il a non seulement transformé la Communauté économique européenne d'alors en une union politique, l'*Union Européenne* (EU), dotée de compétences politiques internes et externes, mais il a également décidé d'introduire une monnaie unique au sein de l'Union politique. Les peuples et aussi la plupart des gouvernements nationaux de la *Communauté Européenne* (CE) de cette époque ne voulaient pas d'un Etat européen unique, les peuples qui venaient juste de se délivrer de l'étreinte d'un autre bloc, non plus. Ceux-ci ont certes aspiré à l'UE, mais voulaient de celle-ci avant tout une aide au développement pour leur propre pays et une vie communautaire dans une Europe d'Etats libres et souverains.

Drapeaux des pays de l'UE. Chacun des 27 pays de l'UE a son histoire, sa culture et son identité. Les citoyennes et citoyens de chacun de ces Etats ont leur propre conception de la politique de leur pays. Il serait utile pour l'Europe et le monde que tous les peuples d'Europe deviennent libres et puissent vivre véritablement leur souveraineté. Seule la liberté permet une collaboration d'égal à égal sur une base démocratique qui profite à tous et est au service de la paix. (photo: reuters)

C'est ainsi qu'à Maastricht on a peu parlé des projets pour un Etat européen unique, mais au lieu de cela, en décidant de fonder une union monétaire, on a voulu créer des faits, qui avaient à voir seulement en seconde ligne avec l'économie et la monnaie, alors qu'en première ligne on aspirait à un Etat unique politique – sous des signes néolibéraux. C'est pourquoi, comme déjà dans l'*Union monétaire, économique et sociale* allemande de 1990, la raison économique a joué un rôle moins important que le projet politique, qui était de vouloir imposer quelque chose contre la volonté du peuple. Pour celui qui voyait plus loin que le bout de son nez, il était clair déjà à Maastricht que l'union monétaire ne pouvait pas «fonctionner». A moins d'enlever aux pays toujours plus de leur souveraineté et de miser sur un centralisme méprisant la démocratie.

Les plaintes constitutionnelles allemandes contre le *Traité de Maastricht*, puis plus tard contre l'introduction réelle de l'euro et maintenant contre ce qu'on appelle l'aide à la Grèce et la bouée de sauvetage, témoignent de cette conscience et montrent clairement que ce traité est non seulement déraisonnable au niveau économique, mais constitue également une violation de la constitution et que, pour cette raison, il sert très probablement d'autres fins que celles officiellement formulées.

«Le coup d'Etat de Bruxelles»

A présent, deux économiste, *Charles B. Blankart* et *Erik R. Fasten*, ont examiné à nouveau la question de savoir ce qui se cache politiquement derrière ces violiations du droit et ce manque de bon sens économique au sein de l'UE, et ils en sont venus dans leur article, paru dans les *Schweizer Monatshefte* de juin 2010 («Le coup d'Etat de Bruxelles»), au résultat suivant: La prétendue aide à la Grèce et la bouée de sauvetage ressemblent à un coup d'Etat: «Effectivement, en ne laissant rien au hasard et avec l'approbation des chefs d'Etat et de gouvernements, la Commission européenne a conduit l'Union européenne dans une structure complètement nouvelle. Au centre, une petite Europe, se constituant des Etats de la zone euro, entourée d'Etats en voie d'adhésion et de la Grande-Bretagne. Le tout forme ainsi une sorte de grande Europe.»

Les deux auteurs exposent que la Commission européenne est restée pendant des années «les bras croisés» devant la politique budgétaire grecque qui l'automne dernier a subi si soudainement de vives critiques, et la Commission n'a pas vraiment entrepris quelque chose contre la banqueroute de l'Etat grec en mai 2010. Juridiquement, la compétence de la Commission européenne aurait trouvé ses bornes avec l'insolvabilité de l'Etat grec: «C'était la volonté explicite des signataires du *Traité de Lisbonne*, de ne pas se laisser entraîner dans le tourbillon d'une banqueroute d'Etat. C'est ainsi qu'est née la *clause de no bail out (non renflouement)* selon l'article 125 du *Traité de Lisbonne*.»

Les deux auteurs décrivent la démarche habituelle lors de l'insolvabilité d'un Etat et son résultat probable: «La Grèce déciderait selon son propre intérêt des mesures structurelles nécessaires pour redevenir solvable. Ainsi, il serait possible de résoudre le problème d'insolvabilité de la Grèce selon un modèle déjà éprouvé maintes fois.»

La Commission Européenne veut empêcher l'action souveraine des Etats

Toutefois, pour cela, il aurait été nécessaire que la Grèce quitte la zone-euro et obtienne la possibilité de dévaloriser sa propre monnaie. Mais c'est justement cela que la Commission européenne voulait empêcher. Pourquoi? «En tant qu'Etat souverain, la Grèce aurait réinstauré sa solvabilité à l'extérieur de l'union monétaire. Cela a déplu à la Commission européenne. Car l'activité souveraine porte préjudice à son pouvoir et cela, on devait l'éviter à tout prix.» Selon les auteurs, c'est uniquement pour cette raison que l'on a proposé à la Grèce le renflouement illégal, et non pas pour sauver l'euro! Les arguments économiques le contredisaient et le contredisent encore aujourd'hui, comme les auteurs le démontrent clairement: Jamais on n'a mis à la disposition d'un pays souffrant de difficultés budgétaires autant d'argent provenant de recettes fiscales, jamais on n'a pris autant de risques que pour la Grèce. Jamais, le faux enthousiasme d'autres pays de la zone-euro souffrant de problèmes budgétaires, de choisir l'option à l'instar de la Grèce, n'a été aussi grand qu'après cette décision de l'UE. Jamais, les créanciers, dans ce cas avant tout les grandes banques agissant au niveau international, ont été si peu impliqués dans la recherche d'une solution que cette fois-ci, bien qu'ils soient responsables de manière considérable de cette évolution. Au lieu de cela: «La Grèce a été sauvée par un grand effort unique venant des contribuables des Etats de la zone-euro, en particulier de l'Allemagne. On a acheté du temps pour beaucoup d'argent, afin de remettre de l'ordre

Suite page 4

«Le secret de Montreux»
suite de la page 3

ennemis droit au cœur. Car ils sont en train, depuis longtemps, de tirer les ficelles pour que la «tâche bonapartiste», comme ils appellent leur conspiration à dimension globale, aboutisse.

Or, les requins, après avoir profité des conditions paradisiaques que leur offrait l'époque de l'absolutisme, se trouvèrent confrontés aux acquis des démocraties naissantes. Le peuple, tout à coup, voulait savoir ce qui se passait avec son argent, sous forme d'impôts, par exemple. C'est alors que les requins recoururent à la «combine Napoléon». Celui-ci fut présenté comme «l'héritier de la Révolution française». Connaissant ses ambitions, l'évolution de la Révolution française vers la dictature était programmée, dictature qui offrait aux milieux de l'oligarchie bancaire de nouveau les conditions favorables d'agir selon leur agenda sur l'échiquier international, voire mondial à l'époque déjà! Car il était évident que l'ambition de Bonaparte l'inciterait bientôt à se lancer dans de nouvelles guerres, ce qui rendait nécessaire des financements d'envergure. *Greenfield*, facile à identifier comme baron de *Rothschild*, finança aussi bien l'armée française que l'anglaise. Cela lui était complètement égal s'il avait affaire à *Napoléon* ou à *Wellington*. Mais avec Bonaparte, on pouvait tromper le petit peuple. Le peuple l'acclamait, le prenant pour l'héritier de la Révolution et croyant qu'il était à ses côtés. En fait, il préparait son coup d'Etat.

Or, pour les profiteurs du système, l'enjeu est toujours le même: il s'agit de faire croire au peuple que les intérêts des requins sont les siens. Il faut qu'il accepte l'adhésion à l'UE et qu'il sacrifie en même temps son autonomie monétaire et, par conséquent, sa sécurité économique. La tâche de l'élite consiste à lui faire croire qu'il garantit ainsi sa prospérité: davantage de marché, davantage de revenu, davantage de profit. Voilà la tâche bonapartiste. Et c'est cela que Landolt comprend, peu de temps avant sa mort: Que lui-même avait fonctionné pour la Suisse, à plusieurs niveaux, selon la logique de la tâche de Bonaparte.

Un puzzle pas simple, mais qui en vaut la peine

Ainsi, le livre de *Brändle* est bien plus qu'un polar. C'est une analyse passionnante de notre époque et en même temps un roman palpitant. Là-derrière, il y a un esprit qui sait aller à l'essentiel et qui poursuit ainsi la tradition authentique des Confédérés de Suisse centrale: veiller soi-même à ce que tout se passe bien, y compris dans l'économie. A maintes reprises, la trame de l'action est enrichie par des aperçus historiques, philosophiques et économiques. Ils montrent, entre autres, à quel point les hommes politiques de notre époque qui se sont engagés à nationaliser les banques d'émission et à exiger un contrôle démocratique de la masse monétaire menaient une vie dangereuse. Dans ce contexte, l'assassinat de *John F. Kennedy* qui se prononça précisément en faveur de ces deux mesures peu de temps avant son assassinat, apparaît sous un autre jour; tout aussi bien que la mort subite du pape *Jean Paul Ier*, peu de jours après son intronisation, lui qui s'était fixé comme un des piliers de son action l'engagement de l'Eglise catholique en faveur d'une économie à la mesure de l'homme et du contrôle du comportement des banques d'émission. A côté de sa qualité divertissante et palpitante, ces digressions donnent au livre une valeur documentaire, renforcée par les annotations bibliographiques en annexe, encouragent le lecteur à continuer ses propres recherches.

Le livre de Thomas Brändle, unique dans son genre, mérite de trouver un grand nombre de lecteurs intéressés. •

Où la crise financière nous mène-t-elle?

par Eberhard Hamer

Selon les médias, l'épicentre de la crise financière semble passer des Etats-Unis en Europe. Chacun parle de crise grecque et de crise de l'euro. Les rapports des politiciens et journalistes reflètent une vue à terme toujours plus court. La science semble désemparée et ne donne, en aucun cas, d'orientation convaincante. Sur les marchés financiers, les opérateurs réagissent plutôt qu'ils n'agissent. Ils sont guidés par des forces et des évolutions qu'ils ne peuvent ni prévoir, ni discerner, ni comprendre. Les résultats correspondent à cette situation.

Tout spécialiste des finances publiques est donc tenu de fournir une analyse concise, une évaluation critique, des prévisions prudentes et des propositions de solution réalistes.

1. Genèse de la crise financière

Si l'on veut évaluer une situation extraordinaire et y mettre fin, il faut définir auparavant sa cause avec précision.

Ce qui se présente à nos yeux comme crise financière est l'éclatement partiel d'une bulle financière qui s'est formée pendant des décennies et la fin d'une prospérité monétaire apparente, avec toutes les fautes qui en résultent.

Depuis que le *Système de réserve fédérale (la FED)* a perdu, en 1971, l'étalon de change-or, la garantie de l'Etat et tous les engagements relatifs à la masse monétaire qui leur sont liés, ses propriétaires privés ont vu la masse monétaire se multiplier par quarante en 30 ans seulement – alors que la croissance des biens n'était que de quatre fois. La FED a donc inondé les Etats-Unis et le monde de dollars de plus en plus nombreux et dépourvus de valeur, qui ont abouti au lancement de produits financiers toujours plus volumineux et charlatanesques et qui ont été achetés et traités comme des valeurs apparemment sûres par les banques du monde entier, en raison de l'attribution d'attestations supérieures de solvabilité par les mêmes institutions. Ainsi, les groupes financiers dominants ont pu, grâce à des fonds constamment renouvelés, acheter des matières premières et des capacités industrielles dans le monde entier, réaliser des bénéfices toujours plus élevés, financer les guerres onéreuses et les déficits commerciaux toujours plus grands des Etats-Unis par des dollars venant d'être imprimés, les banques centrales et les banques privées du monde entier ont pu accumuler des quantités toujours plus volumineuses de dollars dépourvus de valeur et mettre la masse monétaire mondiale croissante en extase et provoquer prétendument un bien-être croissant.

Dans cette prospérité apparente, tous les Etats ont majoré leurs droits et pu répartir des prestations sociales toujours plus élevées. La masse monétaire croissante a masqué l'endettement toujours plus élevé de l'Etat et du secteur privé.

La bulle financière mondiale qui en a résulté ne pouvait pas gonfler indéfiniment et devait enfin être corrigée ou éclater. Il vient un moment où tout échange d'effets sans fondement matériel arrive à sa fin.

2. Evolution de la crise financière

La bulle financière a tout d'abord éclaté sur le marché immobilier des Etats-Unis, quand les prix des maisons ont commencé à baisser et que le service de la dette de crédits hypothécaires atteignant jusqu'à 120% du prix d'achat n'a plus pu être assuré. Lorsque la grande banque américaine *Lehman Brothers* s'est effondrée, les lois du marché auraient dû faire se dégonfler la bulle financière. Si l'Etat n'était pas alors intervenu, elles auraient fait en sorte

- que les produits financiers pourris soient considérés comme tels et dévalorisés,
- que les établissements financiers émetteurs ou détenteurs de produits financiers pourris subissent de lourdes pertes ou doivent déposer leur bilan,
- mais que de nombreux investisseurs privés en produits financiers «toxiques» réalisent aussi de lourdes pertes
- et qu'un tel dégonflement de la bulle financière la ramenant à la réalité provoque également la résiliation de crédits et un manque de liquidités dans l'économie réelle.

Le krach que nous avions prévu il y a déjà huit ans et même décrit dans un livre («Was passiert, wenn der Crash kommt?» Que se passera-t-il quand le krach éclatera?) a frappé de plein fouet un secteur financier surchauffé, mais aussi les finances publiques.

Dans cette situation, le ministre des finances des Etats-Unis, *Paulson* (auparavant un des principaux auteurs de la bulle financière en tant que président de *Goldman Sachs)* a voulu éviter que ses collègues banqsters ne subissent des pertes, en constituant le plus grand paquet d'aide de l'Etat que les Etats-Unis aient jamais connu. Ce faisant, il a socialisé les pertes des banques spéculatrices et des autres spéculateurs et les a fait endosser par le contribuable. Mais il y a pire: Il a fait une tâche de l'Etat et du contribuable d'une correction nécessaire d'économie privée qui incombe à l'économie de marché. Il a imposé la même action dans tous les secteurs dominés par les Etats-Unis. En Europe, les satellites ont dû aussi assumer les plus grandes responsabilités de leur histoire pour appuyer les banques internationales prédatrices aux dépens de leurs contribuables. On est ainsi passé d'une crise financière privée mondiale à une crise des finances publiques.

3. Situation de crise

La reprise sans vergogne de dettes bancaires par l'Etat a fait vaciller la confiance dans le dollar surtout. Les plus grands créanciers en dollars – les Chinois – ont dû être amadoués par une grande délégation gouvernementale des Etats-Unis et recevoir des garanties en argent pour éviter qu'ils n'inondent le marché de dollars dépourvus de valeur. Les Etats-Unis et leur haute finance ont dû lutter surtout contre le fléchissement de la confiance dans le dollar, car ils ont besoin quotidiennement de plus d'un milliard de dollars d'afflux de fonds de l'étranger pour continuer à financer leurs paiements de guerre et d'importations. Quand la Russie et d'autres pays ont commencé à refuser les dollars pourris et que d'autres créanciers privés en dollars ont échangé ceux-ci contre des monnaies plus solides – notamment des euros –, la haute finance et l'administration des Etats-Unis ont sonné l'alarme, le pays étant menacé de problèmes en matière de paiements.

Dans cette situation, l'euro aussi s'est affaibli soudainement – était-ce une manœuvre libératrice? –, parce que les agences de notation américaines ont rétrogradé la Grèce et fait un problème de ce pays conseillé et crédité, dans ses tromperies en matière d'euro, par la banque américaine peu reluisante qu'est *Goldman Sachs.*

Selon les lois du marché, la Grèce aurait dû alors déposer son bilan. Ce qui aurait surtout entraîné une perte de quelque 300 milliards dans les banques du groupe dominant de la haute finance.

Il n'est donc pas étonnant que la haute finance américaine ait exigé une deuxième fois que la responsabilité soit assumée par le contribuable et que la Commission de l'UE ait saisi cette chance unique d'étendre ses prérogatives, de s'emparer, sous prétexte d'aide solidaire, du dernier et plus important droit souverain des Etats membres européens, à savoir le droit de dresser leur budget. Ces deux groupes de pression ont, de concert, fait chanter la Chancelière fédérale d'Alle-

Suite page 5

«Le coup d'Etat ...»

suite de la page 3

dans le budget grec.» Mais: «La réussite de cette action est plus que douteuse.»

Peu de temps après, début mai 2010, la Commission européenne a mis le comble en lançant le plan de la «bouée de sauvetage» globale s'élevant à 750 milliards d'euros. Selon les auteurs, la Commission européenne n'a de nouveau rien laissé au hasard, en dramatisant au préalable –le Président français, *Nicolas Sarkozy,* s'est particulièrement excellé là-dedans – et a arnaqué les autres gouvernements dans une action secrète – «en l'espace de quelques heures». Le résultat: La Commission européenne – l'organe le moins légitimé démocratiquement et pourtant jusqu'à présent le plus puissant de l'UE – «put élargir ses compétences massivement et dispose maintenant d'un cadre de crédit, qui est 5 fois plus élevé que le budget de l'UE de l'année 2010.»

Le centralisme de la Commission européenne

Quelles en sont les conséquences pour les citoyennes et les citoyens et pour les contribuables? «Pour les Etats déficitaires, elle [la bouée de sauvetage] représente un signal, indiquant que l'on peut continuer à s'endetter aux dépens des Etats contributaires. Son risque moral est renforcé, ce qui amènent beaucoup à juger que l'UE devienne une union de transferts.» La Commission européenne exige maintenant un contrôle préalable de tous les budgets d'Etats nationaux et a la possiblité de décréter des sanctions. Au niveau politique, cela signifie: «Si les procédures budgétaires nationales étaient effectivement structurées de cette manière, cela irait largement au-delà de la centralisation d'Etats fédéraux, comme par exemple aux USA. Le coup d'Etat de l'Union aurait réussi.»

La conclusion des deux auteurs est la suivante: «La crise grecque représente pour les Etats de la zone-euro et leurs contribuables une expérience douloureuse. Ils sont tous affaiblis, tandis que la Commission européenne seule sort renforcée de la crise. […] La surveillance de la politique fiscale et de la compétitivité macroéconomique, proposée par la Commission, implique un tout nouveau paradigme du fédéralisme en Europe. Le fédéralisme n'est plus compris comme un principe d'ordre, selon lequel les individus des divers Etats pratiquent entre eux le commerce, et les gouvernements se trouvent dans une compétition mutuelle, mais comme une défaillance, parce que les Etats ne marchent pas tous à la même allure.»

Les Etats et les peuples d'Europe accepteront-ils cette mise au pas et cette élimination de la démocratie? Certainement pas de leur plein gré.

Les citoyens ont commencé à réfléchir à des alternatives

Le *Traité de Lisbonne* autorise à sortir de l'UE. L'*AELE* (Association européenne de libre-échange) montre qu'il existe d'autres formes libres de coopération en Europe. La Suisse et la Norvège, par exemple, montrent qu'on peut même mieux vivre à l'extérieur de l'UE qu'en son sein. Aucun pays, qui choisit le chemin hors de l'UE, n'est contraint à rester seul et en plan. Du côté des gouvernements des Etats de l'Union européenne, on ne peut pas encore s'attendre à de premiers pas dans une autre direction. Mais les citoyennes et les citoyens ont déjà commencé à réfléchir à de nouvelles options. •

«Les dernières années de l'euro»

L'UE et la crise de l'euro. «On a réagi à l'échec de la monnaie centralisée par davantage de centralisme.»

hd. Bruno Bandulet, adversaire de l'euro de la première heure, a mis en garde dès le début des années 1990, avec les professeurs Wilhelm Hankel, Wilhelm Nölling, Karl Albrecht Schachtschneider et Joachim Starbatty contre les effets dévastateurs d'une union monétaire européenne. Dans de nombreux articles et conférences et dans trois ouvrages, il s'est fait l'avocat du maintien du mark et s'est opposé au centralisme européen et à la folie de l'euro.

Maintenant que tout ce que l'on redoutait de pire est arrivé, cet excellent connaisseur de l'euro dresse un bilan, révèle les tenants et aboutissants et informe ses lecteurs sur les derniers développements du désastre de la monnaie unique.

Il explique comment fonctionne le système de l'euro, comment on crée de la monnaie à partir de rien, comment naît l'inflation et se déroulent les faillites bancaires et comment les taux de change s'établissent sur les marchés des devises.

Voici un extrait de son dernier ouvrage, «die letzten Jahre des Euro» (p. 11sqq.):

«On a des raisons d'être effrayé en voyant avec quelle absence de scrupules les politiques allemands ont négligé tous les arguments et mises en garde des économistes les plus renommés, avec quelle légèreté ils ont contourné la constitution allemande et trahi les promesses faites aux électeurs. L'éminent spécialiste en matière de finances Jim Rogers a déclaré: ‹Je suis stupéfait de voir que les Allemands ont abandonné leur idée d'une monnaie forte. Je ne l'aurais jamais cru.›

Cela dit, il ne faut pas considérer l'euro comme un phénomène isolé. Cela ressemble à des poupées russes: L'euro est au centre de l'UE telle qu'elle a été conçue à Maastricht et ce n'est que le résultat d'une idéologie globale: l'européanisme. Et comme l'euro et l'UE dépendent des conditions d'un système financier fondé sur des dettes sans couverture, la crise, née en 2008 aux Etats-Unis, devait finalement ébranler l'euro, cette monnaie artificielle. Ce sont les effets de la crise financière qui ont révélé les contradictions internes de l'union monétaire et provoqué l'effondrement de la Grèce.

Nous nous trouvons maintenant dans une situation absurde: C'est tout d'abord le surendettement des banques qui a déclenché la crise financière, puis les gouvernements se sont portés garants des banques et depuis 2010, les Etats encore solvables de l'UE, surtout l'Allemagne, se sont portés garants des gouvernements surendettés du Sud de l'Europe afin de ‹sauver l'euro›. On a réagi à l'échec de la monnaie centralisée par davantage de centralisme. Comme l'a écrit le banquier suisse Konrad Hummler, on maintient le système au moyen de garanties logiquement et économiquement tout à fait insoutenables, mais qui se soutiennent mutuellement. A l'aide de montants extrêmement élevés, on a créé une ‹garantie de ce qu'il est impossible de garantir›».

ISBN 978-3-942016-35-3

«Où la crise financière …?»
suite de la page 4

magne et même le président de ce pays. De cette façon, non seulement la crise financière des banques, à l'origine privée, a été socialisée par la garantie de l'Etat, mais aussi la crise financière d'un Etat membre a été socialisée, dans le cadre d'une responsabilité solidaire européenne, devenant le problème de tous les autres Etats membres, transformés en union de transferts. La situation se caractérise par le fait que non seulement les banques internationales spéculatrices restent vacillantes, parce qu'elles n'ont pas encore pu amortir la moitié de leurs produits toxiques, et que les marchés financiers demeurent submergés de produits douteux et qu'ils n'ont donc pas encore corrigé suffisamment la bulle financière, mais que la crise financière privée n'est plus limitée à un pays et s'est étendue à tous les Etats d'Europe par la reprise de responsabilités. Par conséquent, non seulement le marché financier privé doit encore être corrigé, mais aussi les finances publiques des Etats-Unis et de toute l'Europe doivent être adaptées.

4. Conséquences de la crise
Comme incontestablement l'accroissement débridé des masses monétaires américaines a provoqué le déferlement de dollars et leur dévalorisation, ainsi qu'une augmentation malsaine des masses monétaires du monde occidental, le rapport entre la masse monétaire et la masse de biens doit être corrigé dans l'ensemble du monde occidental, le secteur financier privé tout comme le secteur financier public doivent être assainis, les crédits et produits financiers peu solides du secteur privé gelés et l'endettement excessif du secteur public doit être réduit.

5. Alternatives théoriques de solutions
Théoriquement, on discerne des alternatives d'économie de marché et d'économie d'administration:

- *Solutions d'économie de marché*
  Si les banques sont endettées excessivement ou qu'elles détiennent des papiers peu solides ou pourris, elles devraient être dévalorisées, certains de leurs comptes débités, le cas échéant leur bilan déposé selon les lois du marché. Dans ces cas, le dommage frappe surtout les propriétaires des banques, mais aussi leurs créanciers.

  C'est pourquoi, lors de la crise bancaire, les grandes banques internationales ne peuvent pas être traitées d'après les règles de l'économie de marché: Les propriétaires (haute finance) ne voulaient pas assumer les pertes, mais ils avaient une telle force politique, grâce aux gouvernements à leur main, qu'ils étaient en mesure d'imposer une solution non à leur charge, mais aux dépens de tiers.

  Cependant, l'assainissement des banques internationales spéculatrices n'est pas terminé. Nous devons encore éliminer à peu près la moitié de leurs produits toxiques ou les parquer dans ce que l'on appelle les *bad banks,* de sorte que celles-ci devraient encore amortir des montants considérables, donc réaliser des pertes durant la prochaine décennie, selon les lois du marché.

  Lorsque les Etats sont endettés excessivement et qu'ils ne peuvent plus recevoir de crédits, les lois du marché les obligent à se déclarer en faillite. L'Etat ne remboursera plus alors ses crédits, mais les gèlera à long terme ou forcera les créanciers à renoncer à une grande partie de leurs crédits, si bien que le solde de la dette et les intérêts restreints assureront à l'Etat une certaine liquidité. Les créanciers essuient toujours une perte lors d'une faillite de l'Etat. Telle est exactement la raison pour laquelle la Grèce ne devait pas faire faillite. En effet, les créanciers étaient les mêmes banques internationales spéculatrices, en particulier Goldman Sachs, qui, lors de la première crise bancaire privée, avaient déjà pu répercuter leurs pertes sur le contribuable. Durant la crise grecque également, ces banques ont mis à contribution leurs relations politiques. Pour ne pas devoir assumer les pertes en tant que banques créancières, elles ont invité les gouvernements européens à sauver la Grèce prétendument par solidarité européenne, mais en réalité afin de sauver les banques et d'essuyer leurs pertes. *Merkel* s'est défendue de manière désespérée, mais a dû faire face aux pressions du Politbureau de Bruxelles et a baissé les armes après un appel du président des Etats-Unis. Le président de la République fédérale d'Allemagne a été forcé de signer l'approbation du paquet de dettes après quelques heures d'examen. Visiblement honteux, il a démissionné.

- *Solutions d'économie d'administration*
  Si le secteur privé ne doit pas perdre son sang et que ce sacrifice incombe donc au secteur public, il faut combattre la crise par l'économie d'administration. Lors de la première crise bancaire, l'intervention des Etats a empêché un krach à court terme, la réflexion selon laquelle des garanties de l'Etat étendent à long terme les corrections nécessaires d'économie de marché, permettant de gagner du temps, s'est révélée pertinente. Ainsi, en quelque deux ans, à peu près la moitié des produits financiers pourris a été détruite par des amortissements privés et publics, la force correctrice du marché se montrant hésitante, mais exerçant ses effets.

  On peut se demander s'il est responsable et rentable à long terme de sauver avec les deniers publics des banques internationales, telle la HRE *(Hypo Real Estate Bank)* pour épargner la perte totale aux propriétaires – la haute finance américaine – et gagner du temps pour la restructuration. La réponse définitive dépend du cours ultérieur de la seconde phase de la crise.

  Toutefois, si les Etats ont essuyé les pertes des banques privées et/ou se sont endettés trop fortement, ils ne peuvent plus éviter leur propre assainissement. S'il n'y a pas de solution correspondant aux règles de l'économie de marché (faillite de l'Etat), la solution se basera sur l'économie d'administration. Théoriquement, il n'y a, là aussi, que deux possibilités:

  La réduction des dettes de l'Etat par un assainissement budgétaire qui prendra la forme d'une augmentation des recettes et/ou d'une diminution des dépenses.
  Théoriquement, il ne peut y avoir beaucoup de postes supplémentaires de recettes, car la plupart des Etats imposent déjà à leurs contribuables des charges à la limite de la tolérance. Cependant, il y a de nombreux postes de dépenses dans lesquels on pourrait théoriquement épargner. Par exemple, on pourrait diminuer les tâches de l'Etat en congédiant les dizaines de milliers de «chargés de» et leurs autorités; on pourrait tirer profit du fait de biffer des subventions comme celles accordées aux mines. En période de crise, les Etats ont toujours réduit les salaires du secteur public. Ceci serait également une possibilité d'assainissement. En Grèce, il a fallu même réduire de moitié l'effectif des serviteurs de l'Etat, parce que le gouvernement actuel les avait engagés sans tâche, sans poste de travail et sans objectif. On pourrait restreindre surtout les prestations sociales. Pourquoi devons-nous, contrairement aux autres démocraties, attribuer immédiatement à chaque immigré au chômage des prestations sociales? Et pourquoi payons-nous de telles prestations pendant toute la vie de l'intéressé, voire à plusieurs générations? Songeant à l'après-guerre, où nous nous sommes rétablis grâce à notre épargne, nous disposerions de cette possibilité, théorique aujourd'hui. A vrai dire, on peut se demander si elle est réalisable socialement et politiquement.

  L'éventualité d'un assainissement par les économies n'est pas sans conséquences. Si, par exemple, la Grèce voulait résoudre le problème de son énorme endettement uniquement par un plan de rigueur, le pays sombrerait dans la pire crise conjoncturelle de son histoire, cette dépression affecterait en outre ses partenaires commerciaux; et avant tout, en raison de l'importance des dettes, elle durerait plus d'une décennie, perspective qui paraît irréelle. Et si même plusieurs pays voulaient sortir de leur endettement en recourant aux économies, cela entraînerait en Europe, par exemple, une récession à long terme voire une dépression qui s'étendrait aux autres pays. Cela signifierait que d'importantes couches de la population s'appauvriraient et que la misère pourrait provoquer une guerre civile à laquelle aucun gouvernement démocratique ne pourrait résister. Tout ministre d'un gouvernement démocratique qui fait des économies doit démissionner. Il en a toujours été ainsi, si bien que les gouvernements démocratiques n'essaient même plus de pratiquer cette politique. Le ministre grec des finances a déjà fait savoir qu'il ne tiendrait pas ses promesses et qu'il ne prendrait pas de nouvelles mesures de rigueur.

  La dernière solution de politique financière, entre une augmentation considérable de la masse monétaire et une réduction de la production de biens, consiste dans la dévaluation, donc dans l'inflation ou la réforme monétaire.

  L'inflation a le grand avantage de se produire insidieusement et de venir au secours de certains groupes de décideurs, avant tout de l'Etat, en augmentant les recettes fiscales et en dépréciant les anciennes dettes. Elle profite également aux entreprises en leur permettant d'imposer une hausse des prix. Les salariés et les retraités ne se rendent compte qu'après coup qu'ils y perdent.

  Cependant la problématique de l'inflation consiste en ce que, dans les pays excessivement endettés, elle n'est efficace qu'à moyen terme et non pas à court terme. Il faut une inflation à deux chiffres pour alléger les dettes des Etats-Unis ou des pays méditerranéens: 3, 4 ou 5% sont insuffisants. Mais cela a pour effet de perturber, voire de détruire le système des taux de change. Au plan international, l'inflation entraîne une modification des flux de marchandises et des monnaies. Si l'inflation augmente, elle devient souvent impossible à maîtriser et débouche toujours sur une réforme monétaire. Elle ne permet donc pas un assainissement durable, ce qu'elle devrait faire si l'on voulait résoudre le problème de la dette.

  Seule une réforme monétaire réduirait la dette publique à brève échéance et de manière durable. C'est pourquoi, après des guerres ou une mauvaise gestion économique, on a dans la plupart des cas essayé de remédier à un endettement public par une réforme monétaire. L'histoire en connaît plus d'une centaine.

  Une réforme monétaire présenterait l'avantage théorique d'avoir un effet immédiat, que les perdants comme les gagnants auraient prise sur elle et qu'elle éviterait la récession ou la dépression parce que l'économie repartirait tout de suite après la dévaluation. C'est avant tout le dernier moyen théorique d'assainir les finances en cas de dette publique importante quand tous les autres moyens soit ont échoué soit sont impossibles politiquement.

La Réserve fédérale (FED), bastion et siège des barons de la finance mondiale, pour combien de temps encore? (photo mad)

A vrai dire, la Banque centrale européenne devrait également se consacrer à cette mission dans la stabilité et l'indépendance politique. (photo mad)

Autres solutions pratiques

Comme dans le monde et aussi chez nous l'économie réelle fonctionne encore assez bien, qu'elle n'est guère touchée par la crise, les solutions concrètes doivent se concentrer uniquement sur les finances publiques et pri-

Suite page 6

«Où la crise financière ...?»
suite de la page 5

vées. Ces deux domaines sont gonflés artificiellement par la création de monnaie américaine. Dans les deux domaines, la bulle monétaire doit être corrigée, la masse monétaire et le volume des marchandises doivent être équilibrés. A cet effet, les solutions pratiques sont les suivantes:

Le principal responsable de l'explosion de la masse monétaire est le *système de Réserve fédérale,* qui montre qu'une banque centrale privée ayant le droit d'émettre de la monnaie est trop exposée aux abus pour maintenir constante la valeur de la monnaie. La *FED* doit par conséquent être nationalisée, devenir un organisme neutre consacré uniquement au maintien du pouvoir d'achat de la monnaie, comme le fut pendant des décennies de manière exemplaire la *Banque fédérale d'Allemagne*.

A vrai dire, la *Banque centrale européenne* devrait également se consacrer à cette mission dans la stabilité et l'indépendance politique. Or actuellement, son indépendance est menacée sous la pression des Etats-Unis et de la *French Connection* (Trichet/Sarkozy) qui cherche à soumettre les décisions bancaires à sa politique et a mis fin à cette indépendance à l'occasion de la crise grecque grâce à des prêts de 750 milliards d'euros et le rachat d'emprunts grecs sans valeur (40 milliards d'euros). A vrai dire, l'Europe tout entière devrait protester vivement contre cette évolution funeste.

Les Etats-Unis et l'Europe ont choisi des moyens différents pour résoudre la crise de la dette publique: les premiers continuent d'augmenter de manière effrénée la masse monétaire alors que la seconde cherche à assainir les budgets publics par des plans de rigueur. Mais le ministre américain des finances, furieux, a exigé de *Wolfgang Schäuble* que l'UE mette fin à ses mesures d'économies. Selon lui, l'UE doit augmenter la masse monétaire, c'est-à-dire recourir à l'inflation, afin que l'euro ne soit pas plus stable que le dollar. Il sera intéressant de voir si les Européens vont une nouvelle fois obéir à l'Amérique ou oser suivre leur propre voie, la meilleure.

Cependant on ne sait pas au juste jusqu'où l'on peut aller avec les plans de rigueur. Jusqu'ici tous les gouvernements démocratiques qui voulaient prendre de sérieuses mesures d'économie n'ont pas été réélus. Le ministre grec des finances lui aussi a annoncé, après les protestations de la population, la fin du programme d'économies. La seule bonne solution, qui consiste à réduire le déficit public en diminuant la masse monétaire est donc possible uniquement en théorie, mais pratiquement impossible à imposer politiquement.

Si l'inflation se produisait maintenant déjà, les intérêts devraient augmenter fortement et étrangleraient de nombreux budgets publics. Nous devons donc nous attendre à ce que pour l'instant les banques centrales créent de l'argent bon marché prêté à bas taux pour permettre le financement des budgets publics.

Mais argent bon marché signifie d'avantage d'argent et davantage d'argent, c'est toujours l'inflation. Nous devons nous attendre à de l'inflation prochainement aux Etats-Unis et un peu plus tard en Europe. Les Américains *(Stieglitz)* recommandent cette solution depuis longtemps parce que les Etats-Unis sont sortis deux fois, après les deux guerres mondiales, de la crise de l'endettement grâce à l'inflation. En revanche, en Europe, nous redoutons l'inflation à cause de ses effets redistributifs (transformation des valeurs monétaires en biens réels) et parce qu'en s'accentuant, elle bascule trop facilement dans la réforme monétaire. Cependant, sous la pression des Etats-Unis et à la suite de la mauvaise politique de gonflement de la masse monétaire de la *Banque centrale européenne*, nous devons nous attendre en Europe également à une inflation grandissante.

Tous les politiques sont d'accord sur le fait que nos gouvernements et Etats ont été victimes du chantage de l'industrie financière, en particulier de celle des Etats-Unis. On se rend compte combien *Brzezinski* a raison quand il indique que le gouvernement américain est régenté par la haute finance et qu'il doit imposer ses instructions aux pays vassaux. Le développement de l'industrie financière a entraîné un renversement des rapports de force traditionnels: Ce n'est plus la politique qui domine l'économie mais l'industrie financière et les grands groupes qui dominent la politique. Cette dernière doit à nouveau fixer des règles à l'industrie financière, reprendre le contrôle et empêcher les excès de la finance.

Presque tout le monde est d'accord là-dessus mais les Américains et les Européens surtout débattent des moyens à mettre en œuvre. Notre ministre des finances veut instaurer une taxe sur les transactions financières pour disposer en tout temps d'un fonds permettant de refinancer les établissements en difficultés. Le ministre de l'économie *Brüderle* s'oppose à juste titre au plan du ministre des finances car il grèverait à nouveau le budget des consommateurs (à l'instar de la TVA) et entraînerait une délocalisation des opérations financières si tous les pays important du monde n'adoptaient pas la même mesure. Tant que le gouvernement américain piloté par l'industrie financière ne collaborera pas, cette solution restera inapplicable.

Toutefois l'Allemagne a interdit à juste titre le négoce des produits dérivés et des opérations à découvert. Mais cette mesure également est torpillée par la finance américaine parce qu'elle empêche le gouvernement de prononcer une telle interdiction.

Finalement, il a été proposé que les banques augmentent leurs fonds propres et cotisent à un fonds qui puisse, au lieu de l'Etat, leur venir en aide en cas de difficultés. Le gouvernement américain a introduit une mesure semblable. Mais elle ne déploiera ses effets qu'à long terme.

Les experts financiers proposent qu'à l'avenir, les problèmes de surendettement et de liquidités des banques aboutissent à des dépôts de bilan ou à des reprises par l'Etat afin que, comme lors de la première crise bancaire, les actionnaires ne s'en tirent pas sans dommages au lieu d'être les premiers à les supporter. Mais on peut douter que cette mesure judicieuse puisse s'imposer contre la suprématie mondiale de la haute finance américaine. Lors de la première crise déjà, d'anciens membres de cette haute finance (le ministre des finances *Paulson)* ont épargné les actionnaires en reportant les pertes sur les contribuables. On a eu recours à la même astuce avec l'aide accordée à la Grèce.

Il existe donc de nombreux moyens pratiques de résoudre l'actuelle crise des finances publiques et privées mais malheureusement elles ne sont pas toutes applicables politiquement ou contre le pouvoir de la haute finance, si bien que les solutions praticables sont peu nombreuses.

Comment la crise va-t-elle évoluer?

Jusqu'ici, les propositions de solutions visant à résoudre les problèmes n'ont pas eu de succès. Plus de la moitié des produits financiers pourris et les dettes publiques, en particulier aux Etats-Unis, doivent encore trouver une solution. Nous devons donc nous attendre à une seconde phase de la crise «(*double dip*)». Le dollar a besoin d'une nouvelle correction drastique. La confiance dans le billet vert a été ébranlée à la suite de la très mauvaise gestion de la crise par la FED et par les grandes banques américaines. Actuellement, le dollar n'est plus accepté que parce que les Américains ont provoqué une crise de l'euro et ont également ébranlé la confiance dans cette monnaie. Cette manœuvre de diversion ne va pas être longtemps efficace. Les Etats-Unis sont non seulement surendettés mais menacés d'insolvabilité. Toutefois, leurs guerres et les engagements qu'ils ont contractés pour leurs importations nécessitent plus de 360 milliards de dollars sous forme de devises ou d'argent de la FED pour maintenir leur solvabilité. A défaut, la faillite et une réforme monétaire seront inévitables.

Toutefois, les Etats-Unis ont pu deux fois déjà utiliser une grave crise pour faire repartir l'économie en participant à des guerres mondiales, en vendant du matériel de guerre et en tirant profit du butin de guerre (or allemand, brevets allemands et coût de l'occupation). Cela pourrait les inciter à recourir aux mêmes moyens maintenant. Après tout, les préparatifs de guerre contre l'Iran sont terminés; il ne manque plus qu'un second 11-Septembre.

L'inévitable réforme monétaire aux Etats-Unis pourrait être quelque peu retardée par la guerre, mais après, elle devrait être plus profonde.

En Europe, nous avons résisté sans trop de mal, quoique au prix fort, à la première crise bancaire et nous aurions été sur la voie du rétablissement si la crise grecque n'avait pas incité pour la seconde fois les politiques à mettre les dettes bancaires sur le dos des contribuables et à assumer une responsabilité réciproque pour les pays malades de l'UE (union de transfert). Ces mesures financières tout à fait irresponsables ont été prises ces derniers mois. Nous avons repoussé à plus tard et pris à notre compte la faillite d'un pays mais nous avons provoqué ainsi dans d'autres pays un endettement tel qu'il ne pourra probablement pas être résorbé par les économies ou l'inflation.

On se rend compte maintenant que la prétendue «solidarité européenne» est utilisée par les paresseux, ceux qui manquent de sérieux ou les criminels pour exploiter ceux qui sont assidus, sérieux et honnêtes. Cela pourrait entraîner l'éclatement partiel ou total de la zone euro, voire peut-être de l'Union européenne.

Laisser la Grèce se déclarer insolvable (faillite d'Etat), aurait été la solution la plus simple, la plus sérieuse et la moins coûteuse. L'agitation fébrile de nos politiques n'a pas résolu le problème, il n'a fait que reporter sur les contribuables les dommages causés par les banques, en tout cas pour les Allemands. Ces deux prochaines années, nous aurons en Europe de graves problèmes financiers, peut-être en même temps que les Etats-Unis ou après eux et peut-être une réforme de l'euro.

Mais il se peut qu'une opération brève et douloureuse comme une réforme monétaire nous épargne une récession ou même une dépression. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Europäische Arbeitsgemeinschaft

Mut zur Ethik

Démocratie directe
une voie honnête
au lieu du «Social Engineering»

XVIIIe Congrès «Mut zur Ethik»
du 3 au 5 septembre 2010 à Feldkirch, Autriche

Inscription et contact:
Bureau du congrès «Mut zur Ethik»
Case postale 756, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 79 400 51 57
E-Mail: *mze@cyberlink.ch*

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- ❑ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- ❑ Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- ❑ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- ❑ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- ❑ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- ❑ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Critique de livre

«La conscience reste l'instance suprême»

Helmut Schmidt: «Ausser Dienst. Eine Bilanz»

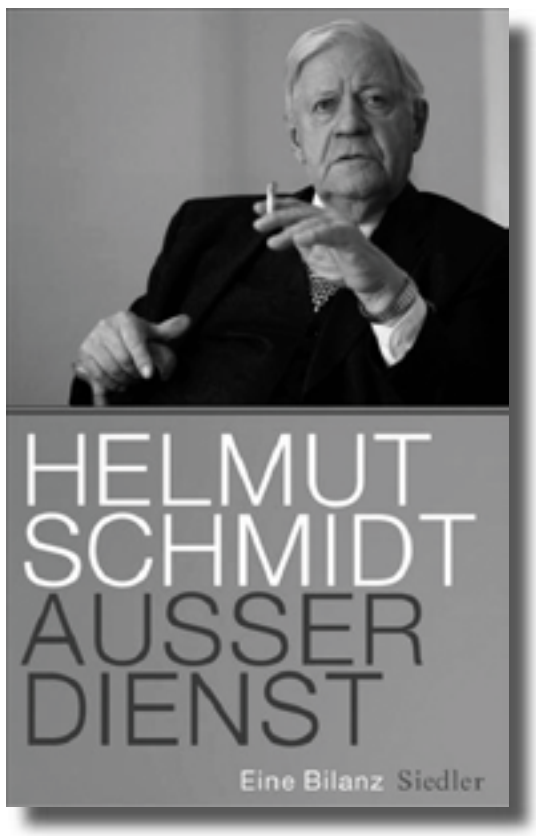
par Viatcheslav Dachitchev

Cette année paraîtra la quinzième édition du livre d'*Helmut Schmidt,* ancien chancelier de la République fédérale: «Ausser Dienst. Eine Bilanz» («A la retraite. Bilan»), publié pour la première fois en 2008. C'est le 28e d'une longue série d'ouvrages écrits depuis 1961. Schmidt fait partie de la pléiade d'hommes d'Etat prestigieux qui ont laissé des traces profondes dans la politique européenne et mondiale. L'université de Hambourg a été baptisée de son nom. Il est l'un des éditeurs du grand hebdomadaire «Die Zeit», ce qui lui a permis de se tenir constamment à l'écoute des événements du monde entier.

Son dernier livre est un testament politique qu'il a écrit 25 ans après avoir quitté ses fonctions. Fort de sa riche expérience politique, de son extraordinaire intelligence analytique, de ses connaissances étendues, de son dévouement à la cause du bien-être des peuples d'Europe, voire du monde entier, il peut à juste titre revendiquer le rôle de sage appelé à conseiller les représentants de l'establishment politique. A la lecture de son livre, on se rend compte que ses conseils visent à supprimer les dangers qui menacent l'humanité et à créer un monde meilleur et plus sûr. Il expose sa philosophie politique dans les chapitres « L'expérience modifie les critères», «Tirer les leçons de l'histoire», «Tirer les leçons de l'expérience personnelle», «Le monde devant de nouveaux défis», «L'Allemagne doit changer» et «Religion, raison et conscience».

Schmidt demande aux hommes politiques de chercher des compromis même dans les conflits les plus difficiles entre les Etats, de ne pas tomber dans les confrontations et de tirer les conséquences de leurs fautes et des fautes d'autrui et de ne pas les répéter. Par exemple, il écrit, à propos des idées exposées dans «le Choc des civilisations» de Huntington, ancien collaborateur du département américain des Affaires étrangères: «Par contre, l'intérêt que nous portons à la paix entre la religion islamique et le monde occidental est fondamental.» Il appelle à faire tout ce qui est possible pour éviter cette lutte.

Schmidt attribue une importance extraordinaire aux fondements éthiques de la politique. Il écrit: «Tous les politiciens doivent répondre devant leur conscience de tout ce qu'ils disent et font. Pour moi, la conscience reste l'instance suprême.» Il fait remarquer que les politiques ont des conceptions diverses des normes éthiques et du comportement moral. En politique aussi bien que dans la vie quotidienne, d'ailleurs, il faut des normes éthiques uniformes. On pourrait les formuler de la façon suivante: «Je ne dois causer de dommage 1) ni à mon prestige moral ni à ma dignité ni à ma conscience 2) ni à mon entourage proche 3) ni à mon peuple 4) ni à d'autres peuples 5) ni à l'environnement».



ISBN 978-3886808632

Schmidt est inquiet de voir à quel point l'Occident, et surtout la classe politique américaine, méconnaissent les tâches difficiles de la Russie. «Certains persistent dans les attitudes de la guerre froide bien que Moscou ne leur donne aucune raison de le faire.» (photo keystone)

Dans mon souvenir, Helmut Schmidt a toujours obéi à ces normes durant son activité d'homme d'Etat et dans sa pensée.

Dans le chapitre «Mes fautes», l'auteur attire l'attention sur le fait qu'il a été le seul chancelier de la République fédérale (excepté la brève période de coalition rouge-verte sous *Gerhard Schröder)* à n'avoir pas pu imposer complètement la politique du parti gouvernemental. C'est pourquoi la politique d'un tel gouvernement peut dévier dans une direction non souhaitée pour le pays. «Le fait que les deux fonctions soient exercées par deux personnes, écrit Schmidt, entraîne un risque de divergences politiques qui fut évident, en 1982, vers la fin de la coalition sociale-libérale.» Le même phénomène pourrait-il se produire aussi en Russie où il y a maintenant deux personnes au pouvoir?

Ce qui est très intéressant, ce sont les réflexions de Schmidt sur les caractéristiques de l'évolution et des perspectives de la politique allemande par rapport aux USA, à l'OTAN, à l'UE, ainsi qu'à la Russie et aux autres pays européens. Il pense que l'Allemagne, à la différence d'autrefois, ne devrait plus participer à la course à la suprématie mondiale. Le champ d'action de l'Allemagne, c'est l'Europe, et le pays devrait se consacrer d'autant plus à la cohésion, à la prospérité et à la paix.

Schmidt désapprouve l'expansion globale de la politique américaine. Il exprime ses «doutes considérables», et qui n'ont cessé de grandir, concernant la participation allemande à la guerre en Afghanistan. Il suppose que les USA, après l'invasion de l'Irak et de l'Afghanistan, répéteront leur expérience peu glorieuse de la guerre du Vietnam. Il considère, dans la même perspective, la participation allemande aux guerres américaines dans les Balkans – contre la Yougoslavie, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo. Il exhorte instamment les politiques allemands à être prudents vis-à-vis des projets de guerre israéliens et américains contre l'Iran fondés sur le prétexte de leur refuser la production d'armes nucléaires.

Pour le lecteur russe, l'actualité du livre consiste dans la manière dont Schmidt envisage la Russie, sa politique étrangère et les relations germano-russes. «L'Union soviétique bolchéviste, écrit-il, était, comme auparavant l'empire des tsars, une puissance expansionniste et impérialiste. Sa dernière avancée a eu lieu contre l'Afghanistan, en 1979. Après, il n'y a plus eu de tentative de conquérir un pays. L'effondrement de l'Union soviétique qui a eu lieu une décennie après n'était pas la conséquence d'une intervention militaire extérieure, Dieu merci! mais plutôt une conséquence de l'implosion d'un système qui avait présumé de ses forces. Sous *Gorbatchev,* le pays était prêt à la coopération et la coexistence pacifique.» Schmidt identifie bien la raison pour laquelle le pays a miné sa situation intérieure de manière catastrophique et été perçu par la communauté internationale comme une puissance expansionniste. C'est au fond une politique sans perspectives et non nécessaire du messianisme communiste, qui a fait gaspiller des ressources considérables. Les milieux dirigeants ainsi que la société soviétiques ont reconnu trop tard les dommages causés par cette politique aux intérêts du pays.

Pour Schmidt, l'évolution de la Russie après l'effondrement de l'Union soviétique se caractérise, dans le domaine économique, par l'exploitation des richesses naturelles, l'exportation de gaz et de pétrole au détriment d'une intensification de la production industrielle et de la création d'emplois, par la promotion de «l'enrichissement typique du premier capitalisme», qui est lié à une corruption incontrôlable. Dans les domaines politique et social, les soutiens les plus importants du président et du gouvernement sont «l'appareil du Kremlin», la bureaucratie des administrations et des structures du pouvoir. D'autres caractéristiques sont un «vide idéologique», la question non réglée de la succession du pouvoir, le discrédit jeté sur la démocratie sous *Eltsine*. Nombreux sont les citoyens qui identifient cette époque à l'ère du Far-Ouest en Amérique.

Schmidt est inquiet de voir à quel point l'Occident, et surtout la classe politique américaine, méconnaissent les tâches difficiles de la Russie. «Certains persistent dans les attitudes de la guerre froide bien que Moscou ne leur donne aucune raison de le faire. Certains politiques allemands et les journalistes qui les soutiennent ont même tendance à donner publiquement des conseils malvenus à la Russie.» L'auteur souligne que des politiques américains, même des adversaires de *Bush* fils, considèrent la Russie, à côté du Moyen et du Proche-Orient, comme le deuxième grand défi pour la sécurité mondiale. «En fait, depuis 1990, ce n'est pas la Russie qui a élargi le secteur de sa puissance militaire mais l'Occident qui a fait avancer l'OTAN jusqu'aux frontières russes.» De plus, on veut intégrer même l'Ukraine et la Géorgie dans l'OTAN. L'Amérique a installé des bases militaires dans plusieurs républiques d'Asie centrale qui, jusqu'en 1990, faisaient partie de l'URSS. L'Amérique n'a pas seulement dénoncé le traité ABM conclu avec l'Union soviétique qui assurait l'équilibre nucléaire, mais elle prévoit d'installer son propre système anti-missile en Pologne et en République tchèque. En outre, l'Occident a refusé jusqu'ici d'adapter le traité FCE qui, comme on l'avait promis aux Soviétiques lors des négociations «deux plus quatre», devait assurer à un niveau assez bas l'équilibre des troupes conventionnelles stationnées en Europe. Les gouvernements américains n'ont pas tenu, face à la Russie affaiblie, les promesses qu'ils avaient faites à l'Union soviétique en 1990. Schmidt écrit que l'intérêt stratégique de l'Allemagne est d'aboutir à une bonne entente avec la Russie. «Nous n'avons pas à nourrir des sentiments antirusses. Si quelqu'un veut nous pousser à le faire, nous devons lui battre froid.» Mais Schmidt reste partisan d'une Allemagne orientée vers la communauté euro-atlantique. Mais l'un n'empêche pas l'autre. Ce qui est important, c'est de se débarrasser de la recherche malsaine de la confrontation et de l'obsession du pouvoir, politique propre aux Etats-Unis. •

(Traduction *Horizons et débats)*

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2010 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Un ancien artisanat revient

De saules et de vanniers

par Heini Hofmann

Le métier du vannier est très ancien, à l'écart des modes. Jadis, les paysans plantaient des saules le long des ruisseaux, ils les taillaient et utilisaient les baguettes d'osier pour la fabrication de paniers. Aujourd'hui, l'art du vannier vit une renaissance et ce sont souvent des femmes qui font ce travail. Mais malheureusement l'osier doit être importé.

En cosmopolites, les saules sont répandus dans le monde entier (sauf en Australie et dans l'Archipel malaisien). Les côtes des mers tropiques leur plaisent tout autant que les régions froides de la montagne inhospitalière. En Suisse, on en rencontre plus de 30 espèces, ce qui représente environ un dixième de la totalité des espèces. Les saules des vanniers ou l'osier blanc représentent un élément traditionnel de notre espace cultivé. Leurs baguettes ont été utilisées depuis l'âge de bronze.

Les saules sont des vagabonds

Plante pionnière rustique, avide de lumière, les saules aiment les paysages ouverts et préfèrent les sols plutôt humides. Ils sont les vrais précurseurs de la formation des forêts, par lesquelles ils sont ensuite évincés. Pour cette raison ils sont, en comparaison avec d'autres plantes bocagères, quelque chose comme des tziganes botaniques et n'ont pas une très grande espérance de vie, au maximum 50 à 100 ans.

Quatre biotopes leurs plaisent avant tout: Des sols bruts, des pentes glissantes, des prairies et forêts fluviales, des bancs de gravier, des marais, ainsi que des éboulis et des pentes rocheuses alpins. Lors d'un ensevelissement ils forment tout de suite de nouvelles racines, et comme leur bois est traversé de cavités par lesquelles l'oxygène parvient jusqu'aux racines, ils peuvent aussi se développer dans des sols trempés.

L'esprit pionnier des saules va de pair avec leur apparence multiple. Tous les saules sont des plantes feuillues et presque tous perdent leurs feuilles en automne. Mais leurs variations vont d'arbres imposants jusqu'à de petits buissons herbeux. Dans les régions alpines où l'on rencontre jusqu'à 50% de saules indigènes, ils s'adaptent avec leur petite taille au climat rude et ils supportent facilement une couche de neige pendant huit à dix mois.

L'arbre le plus petit du monde

Représentant typique parmi les saules géants qui peuvent atteindre jusqu'à 25 mètres, le saule blanc, le saule le plus haut parmi les saules indigènes, est capable de s'imposer contre les autres arbres au bord des rivières. En revanche, on rencontre dans les zones marécageuses le saule cendré comme représentant typique d'arbustes pouvant atteindre jusqu'à 6 mètres.

En Suisse, il y a actuellement environ 40 vanniers à plein temps qui sont soit indépendants, soit chefs dans les vanneries faisant partie de certaines institutions sociales. (photo Jardin botanique de Saint-Gall)

Exemple par contre des saules minuscules en montagne, c'est-à-dire les buissons nains ou les buisson tapissants, c'est le saule herbacé «l'arbre le plus petit du monde». Il peut se permettre de ramper à même la terre parce qu'il n'y a pas de concurrents pour la lumière, ainsi il profite de la chaleur du sol et en même temps il est protégé des tempêtes.

Les saules des régions chaudes de plaine et ceux des régions froides de montagne se distinguent non seulement par la grandeur mais aussi par divers détails botaniques, ainsi parmi d'autres, les chatons, les fleurs en forme d'épis, les premiers étant fécondés avant tout par des insectes et les derniers surtout par le vent. Les plus proches parents des saules, les peupliers, se distinguent entre autre par des chatons pendants.

Monsieur et Madame Saule

La plupart des plantes de notre terre – plus de 90% – portent des fleurs masculines et féminines en même temps. Mais pas le saule. Il n'a soit que des fleurs féminines ou que des fleurs masculines, ce qui s'appelle dans le langage spécialisé des plantes dioïques (exception des croisements de saules, par exemple le saule pleureur). Avantage d'une telle séparation stricte des sexes: pas d'auto-fécondation, donc pas d'union consanguine. Désavantage: La moitié de tous les saules ne produisent pas de semences.

Les graines des saules sont équipées d'une aigrette et sont ultra-légères (10 000 graines pèsent 1 gramme!) et peuvent voyager des kilomètres avec le vent. Comme elles ne contiennent pas d'éléments nutritifs, elles ne restent fécondes que quelques jours. Les poils de l'aigrette collent au sol après l'atterrissage et mettent le germe debout – comme les piliers d'une capsule atterrissant sur la lune.

Mais il y a aussi chez les saules la reproduction asexuelle; les pousses des saules font très vite des racines au contact du sol, même si elles sont séparées de la plante. Le saule fragile doit son nom à ce phénomène, le courant de l'eau emporte les pousses fragiles de ce saule des prairies et forêts fluviales et les dépose à terre plus loin, où ils font très vite des racines.

Utilité multiple

Comme plantes pionnières, les saules sont peu exigeants parce que leurs racines parviennent à de grandes profondeurs, ils sont très utiles pour la stabilisation des pentes humides glissantes. Des jeunes pousses du saule blanc et du saule pourpre servent à fixer des plantes, spécialement la vigne, parce qu'ils présentent l'avantage de ne pas entamer la plante.

Ce qui est le plus connu, c'est l'utilité de l'osier blanc, du saule des vanniers. Pour obtenir les baguettes appropriées pour attacher et pour tresser, les saules sont coupés chaque année à hauteur de poitrine ce qui épaissit le tronc en forme de tête arrondie. Le bois ne peut pas être utilisé pour la construction ni pour chauffer car il n'est pas assez dur; seuls les Hollandais utilisent le bois du saule blanc pour faire leurs sabots. Et au printemps, quand la sève monte, les enfants font des sifflets en bois de saule.

Les saules des vanniers aux troncs noueux offrent en plus des niches pour les oiseaux et pour les chauves-souris ainsi que de la nourriture pour de nombreux insectes, notamment pour les guêpes et les Tenthredininae, les chenilles du cossu gâte-bois (un papillon de nuit), plusieurs papillons comme la Grande Tortue, le Sphinx demi-paon ou Sphinx ocellé, ou le Morio, les coléoptères comme le Lamie tisserand et la Cétoine dorée, des abeilles sauvages, des fourmis et même pour des champignons et du gui. Et il ne faut pas oublier le castor qui a une prédilection pour les saules au bois tendre et qui s'y attaque de façon décisive!

Exposition à ce sujet

Le Musée d'histoire naturelle de Winterthur (*Naturmuseum Winterthur*) montre encore jusqu'au 24 octobre l'exposition créée par le Jardin botanique de Saint-Gall «Verflixt und verflochten» complétée par un jardin de saules en nature de la Stadtgärtnerei. Ouverture: tous les jours sauf le lundi de 10 à 17 heures. Informations supplémentaires: *www.natur.winterthur.ch* •

(Traduction: *Horizons et débats)*

Saule (photo Jardin botanique de Saint-Gall)

Les saules comme plantes médicinales

hh. L'écorce des saules contient de la salicine, qui est transformée dans le corps en *acide salicylique* qui soulage en cas de douleurs et baisse la fièvre. L'effet guérisseur de la tisane de saule était déjà connu par Hippocrate. En 1874, l'acide salicylique a été synthétisé pour la première fois mais il n'était pas absorbable car il abîmait la muqueuse gastrique.

En 1897 le Dr *Felix Hoffmann* a réussi a créer une synthèse absorbable appelée acide acetyl-salicylique – de laquelle est issue deux ans plus tard l'*Aspirine,* un remède contre tous les maux, comme l'*Alka-Seltzer* bien connu qui est apparu plus tard. Si l'on voulait aujourd'hui couvrir l'immense consommation des dérivés de l'acide salicylique avec l'écorce de saule, il faudrait un champ de la grandeur de l'Europe.

Un produit de niche oublié?

hh. Jadis, les produits de vannerie étaient très demandés et faisaient partie du quotidien. Des paniers, des hottes, des bonbonnes clissées, des barrières en baguettes de saule, des nasses pour attraper les poissons, des cages à oiseaux, des chaises en osier, des poussettes – et des paniers à munitions. Mais l'industrialisation de l'artisanat n'a pas favorisé la qualité. Finalement la marchandise importée et bon marché, et les produits de cartonnerie ont privé les vanniers de leur travail. Dès 1950, on a abandonné la formation d'apprentis.

Mais en 1977, le vent a tourné; de nouveaux contrats d'apprentissage ont été conclus, en 1987, un règlement de la profession reconnu a été réalisé et en 1989 a été fondée l'*Interessengemeinschaft Korbflechterei Schweiz,* IGK-Schweiz (Association d'intérêt des vanniers suisses). Actuellement, deux apprentis sont en première année de leur apprentissage qui dure 3 ans. Après la fin de leur apprentissage ils seront les premiers à porter le nom professionnel de «Vannier créateur CFC/Vannière créatrice CFC». La tendance chez les nouveaux apprentis: Ce sont les femmes qui dominent.

Ce qui est un peu étonnant c'est que les baguettes d'osier qui sont employées par les professionnels proviennent presque uniquement de cultures de saules étrangers, elles doivent être importées.

N'y aurait-il pas d'agriculteurs pionniers qui seraient prêt à évaluer si l'on ne pourrait pas générer une nouvelle production de niche?

En Suisse, il y a actuellement environ 40 vanniers à plein temps qui sont soit indépendants, soit chefs dans les vanneries faisant partie de certaines institutions sociales. *Pepito F. Zwahlen,* président très actif d'*IGK Schweiz,* a son atelier de vannier à Grabs SG et il est originaire de Rüschegg BE, qui fut autrefois le bastion de la vannerie.

Modeste, mais persuadé il constate: «Nous sommes certes les représentants d'un métier marginal, mais nous sommes fiers de notre artisanat, qu'il s'agisse de créations nouvelles ou de restaurations, d'ustensiles du quotidien ou d'objets d'art. L'idée de la concurrence n'existe pas chez nous; on s'aide les uns les autres et chaque membre se distingue par sa griffe de vannier.»